

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *du Syndicat Mixte du SCoT du Sud Gironde*



L'an deux mille onze, le 19 octobre

Le Comité Syndical dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à Saint-Macaire sous la présidence de Monsieur Philippe PLAGNOL

**N° 2011- 19**

*Date de convocation* : 28 septembre 2011

### Nombre de membres

en exercice : 42  
présents : 33  
votants : 33

**Etaient présents(es)** : Mesdames et Messieurs D'AMECOURT Yves, BAILLE Jean Pierre, BARBE Daniel, BEZOS Serge, BOSSET Bernard, CAPDEVILLE Xavier, CASTAGNET Bernard, CASTAGNET Jeanine, CHAMINADE Patrick, COMIN Thierry, COURGEAU Alain, DAIRE Christian, DARREMONT Jean, DEXPERT Isabelle, DUMENIL Jean Claude, DUPIOL Guy, FAVEREAU Jean Louis, GASNAULT Jean Pierre, GROUSSET Jean, HARRIBEY Jacques, HARRIBEY Laurence, HILAIRE Michel, LAFARGUE Christian, LATRILLE Michel, MASSIEU André, MATEILLE Bernard, MATEU-BAREL Cécilia, MESNARD Philippe, PATANCHON Philippe, PLAGNOL Philippe, PREAUT Pierre, QUEYRENS Jean Alain, SAVIGNEUX Stéphane.

**Etaient excusés (es)** : Messieurs BERNARD Georges, GILLE Hervé, MEYNARD Philippe, PARGADE Alain, PEZAT Richard, ZAGHET Francis.

**Secrétaire de séance** : Yves D'AMECOURT

### OBJECTIFS POURSUIVIS ET MODALITES DE LA CONCERTATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code de l'Urbanisme et particulièrement les articles L122-4 et L300-2 ;  
Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;  
Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2010 portant création du Syndicat Mixte du SCoT du Sud Gironde ;  
Vu l'arrêté préfectoral portant publication du périmètre du SCoT du Sud Gironde en date du 13 octobre 2011 ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte ;

Considérant les dispositions des articles L 121-1 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme, le Comité Syndical est appelé à délibérer sur les objectifs poursuivis et sur les modalités de la concertation

Considérant la forte dynamique d'accueil dans lequel s'inscrit une grande partie du Sud Gironde,

Considérant la présence de nombreux sites et milieux de qualité environnementale remarquable et la volonté de préserver les ressources naturelles du Sud Gironde,

Considérant l'arrivée de grandes infrastructures sur le Sud Gironde,

Considérant que la phase d'animation préalable à l'élaboration du SCOT, qui débutera en novembre 2011, a pour rôle notamment de préciser les objectifs poursuivis,

Considérant que la concertation vise à :

- Informer la population de l'ensemble du territoire du SCoT aux différentes étapes de sa démarche ;
- Favoriser l'expression des habitants, des associations et autres personnes concernées, qu'il s'agisse de détecter les enjeux, de suggérer objectifs ou orientations, ou encore de formuler des avis sur des dispositions envisagées ;

- Favoriser l'expression des habitants, des associations et autres personnes concernées, qu'il s'agisse de détecter les enjeux, de suggérer objectifs ou orientations, ou encore de formuler des avis sur des dispositions envisagées ;
- Enrichir le futur schéma par le recueil d'avis et d'observations ;
- Contribuer à évaluer les avantages et inconvénients des options qui seront dégagées, et ceci préalablement à l'adoption du projet de SCoT.

Etablissant que les champs possibles des outils de concertation du public sont :

- La mise à disposition du public des dossiers et notamment du Porter à Connaissance de l'Etat au siège du Syndicat Mixte ;
- Un registre d'avis aux sièges des Communautés de Communes permettant le recueil des suggestions, remarques, observations des populations, auxquels seront jointes des informations sur l'avancement du projet, charge aux Communautés de Communes de faire connaître l'existence du registre aux communes ;
- Des réunions publiques dont le compte-rendu figurera sur le Site Internet ;
- Un site internet qui présentera notamment les résultats d'étude et les comptes-rendus des réunions publiques ;
- Utilisation des différents moyens de communication de chaque Communauté de Communes ;

Sur proposition du Président

#### **Le comité syndical délibère et à l'unanimité**

- DEFINIT les modalités de la concertation publique suivantes :
  - La mise à disposition du public des dossiers et notamment du Porter à Connaissance de l'Etat au siège du Syndicat Mixte ;
  - Un registre d'avis aux sièges des Communautés de Communes permettant le recueil des suggestions, remarques, observations des populations, auxquels seront jointes des informations sur l'avancement du projet, charge aux Communautés de Communes de faire connaître l'existence du registre aux communes ;
  - Des réunions publiques dont le compte-rendu figurera sur le Site Internet ;
  - Un site internet qui présentera notamment les résultats d'étude et les comptes-rendus des réunions publiques ;
  - Utilisation des différents moyens de communication de chaque Communauté de Communes ;
- DIT que cette délibération sera transmise pour information aux Présidents des Communautés de communes concernées
- PREND acte des articles L.121-4, L.121-5, L.122-6, L.122-7 et R.122-7 du Code de l'Urbanisme
- CHARGE le Président ou toute personne habilitée à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes

Fait à Langon, les jours, mois et an que dessus

Enregistrée en Sous-préfecture le 20 11 11

Publiée le : 3 11 11

Le Président  
Philippe PLAGNOL

